



FORUM SCIENTIFIQUE ET CITOYEN SUR LA RADIOPROTECTION :
DE TCHERNOBYL A FUKUSHIMA
organisé par IndependentWHO - Pour l'indépendance de l'OMS
le 12 mai 2012 à Genève

du problème non seulement en situation de crise, mais aussi dans le fonctionnement de l'industrie en temps ordinaire.

Abstract/Résumé

Exposé de : Kolin Kobayashi (Japon) journaliste, correspondant à Paris 'Days Japan'

Titre : L'introduction du nucléaire et le mouvement antinucléaire de Hiroshima à Fukushima

Si on retrace l'histoire de l'introduction du nucléaire civil au Japon après Hiroshima et Nagasaki, force est de constater que l'effacement des conséquences radioactives des faibles doses dues aux bombes atomiques a été une manœuvre politique américaine des services de la CIA, avec l'accord du pouvoir japonais. Le mouvement antinucléaire japonais, né à cause de l'irradiation des pêcheurs du navire «Daigo-Fukuryu-maru » par l'essai nucléaire américain de Bikini dans l'océan Pacifique, en 1954, a été orienté uniquement contre les armes nucléaires et il n'a pas réussi à contrecarrer le nucléaire civil au nom d'«atoms for peace », la propagande américaine. Le mouvement antinucléaire civil a repris un peu d'importance au moment de la lutte contre la construction de Rokkasho, une usine de retraitement, en 1980.

Après Fukushima, ce mouvement a été redynamisé par le renforcement des liens entre les mouvements sociaux et le courant écologiste contre les centrales, réunis déjà depuis 15 ans au nom de « Global Hibakusha (irradiés) », un nouveau concept lié aux essais nucléaires, aux accidents, aux guerres récentes où des bombes à uranium appauvri ont été lancées. Les autorités japonaises, qui faisaient semblant de croire au mythe de la sûreté nucléaire, sont converties aujourd'hui à celui de la non-toxicité de la radioactivité. Le gouvernement et TEPCO nient leurs responsabilités. Ce dernier ose même déclarer que les radionucléides qui se répandent partout depuis plus d'un an ne lui appartiennent pas. Le gouvernement japonais et le lobby nucléaire international multiplient les congrès pour « normaliser » la situation.